



BULLETIN D'INFORMATION

PUBLICATION N. 17

ACTIVITÉS	01
PORTRAIT	12
AGENDA	12

ACTIVITÉS

Les États membres de l'UpM adoptent une feuille de route pour l'action visant le renforcement de la coopération régionale

- Les ministres des affaires étrangères ont donné un signal politique fort de soutien à l'UpM en adoptant une feuille de route pour l'action, à l'occasion du second Forum régional de l'UpM centré sur le potentiel de la jeunesse pour la stabilité et le développement.
- Le Secrétariat général de l'UpM et l'Agence suédoise pour le développement international ont conclu un accord financier pluriannuel de 6,5 millions d'euros pour soutenir les activités principales de l'UpM dans trois secteurs clés visant un développement plus durable et inclusif dans la région.
- Lancement du projet labellisé par l'UpM "Génération Entrepreneur" qui a pour objectif la promotion de l'entrepreneuriat et la création d'emploi dans 7 pays méditerranéens.

Sous la co-présidence de l'UE et de la Jordanie, les États membres de l'UpM ont exprimé un engagement politique fort avec l'adoption d'une feuille de route pour le renforcement de la coopération régionale en Méditerranée à l'occasion du **second Forum régional de l'UpM** qui s'est déroulé à Barcelone les 23 et 24 janvier 2017 sur le thème de **la Méditerranée en action : les jeunes au service de la stabilité et du développement**.



Les ministres des affaires étrangères, sous la coprésidence de Mme Federica Mogherini, haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, ont souligné le rôle clé de l'UpM comme cadre unique pour le dialogue politique et la coopération régionale.



Face aux importants défis actuels dans la région liés à l'extrémisme, la radicalisation et l'afflux de migrants, sous la co-présidence de Mme Federica Mogherini, haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de Sécurité et vice-présidente de la Commission européenne, M. Ayman Al Safadi, Ministre des Affaires étrangères de Jordanie et M. Alfonso María Dastis Quecedo, Ministre espagnol des affaires étrangères et de la coopération, en tant que pays hôte, ont souligné le rôle clé de l'UpM comme cadre unique pour le dialogue politique et la coopération régionale dans la région euro-méditerranéenne.

« Avec 47 projets labellisés, 10 réunions ministérielles, plus de 200 forums d'experts qui ont réuni 20 000 parties prenantes, les activités de l'UpM illustrent la forte conviction que les défis régionaux appellent des solutions régionales et qu'il ne peut pas y avoir de sécurité sans développement. À cet égard, la jeunesse est au cœur de l'agenda méditerranéen » a souligné le **Secrétaire général de l'UpM, Monsieur Fathallah Sijilmassi**.

Plusieurs jeunes bénéficiaires des projets labellisés par l'UpM participèrent au Forum mettant en évidence la nature de l'organisation orientée vers l'action. « Créer des opportunités d'emploi et lutter contre le changement climatique

figurent en tête des priorités pour les jeunes. Les jeunes peuvent agir comme moteur pour le développement durable si nous travaillons tous ensemble dans ce sens. C'est pour cela que nous avons créé, avec le soutien de l'UpM, le Réseau méditerranéen des jeunes pour le climat qui constitue un lieu d'échange d'idées et de mise en œuvre d'actions tangibles qui placerait la région méditerranéenne à la tête des acteurs qui agissent positivement pour le développement durable » a déclaré **Imene Bouchair, une jeune représentante du réseau**.

Un signal clair de soutien à une coopération régionale renforcée a été donné par la signature entre le **Secrétariat général de l'UpM et l'Agence suédoise pour le développement d'un accord de financement pluriannuel de 6,5 millions d'euros pour mettre en œuvre et renforcer les activités principales de l'UpM**. Ce premier accord de ce type avec un État membre met l'accent sur trois domaines d'action fondamentaux pour la région : **l'autonomisation des femmes et l'égalité femme-homme, l'action pour le climat et l'énergie ainsi que l'eau, l'environnement et l'économie bleue**.

Ce Forum régional a vu aussi le lancement du projet **"Génération Entrepreneur"** lancé officiellement

dans le cadre de l'initiative méditerranéenne pour l'emploi **Mediterranean Initiative for Jobs (Med4Jobs)**. Le projet consiste en un programme de formation pour l'emploi et pour la création d'entreprises dont **bénéficieront 79 000 étudiants d'écoles et d'universités** d'Algérie, d'Égypte, de Jordanie, du Liban, du Maroc, de Palestine et de la Tunisie et devrait créer des opportunités d'emploi au travers de programmes de mentorat et d'incubation de start-ups.

En outre, des accords de coopération ont été signés entre l'UpM et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et l'Unité technique d'Agadir. Le Gouvernement de Monaco a annoncé une contribution financière au projet de l'UpM de formation de citoyens responsables **"Forming Responsible Citizens"**. Le projet, mené par l'organisation basée en Espagne Ideaborn, vise à **contribuer à la prévention de la violence contre les filles et les femmes** par le biais de la mise en œuvre d'un programme d'éducation civique rénové au Maroc et en Tunisie.

Le Forum régional de l'UpM a rassemblé 500 acteurs méditerranéens, des ministres, des délégations officielles, des représentants de la société civile et du secteur privé, des acteurs régionaux, des institutions financières et des promoteurs de projets socioéconomiques. Le Forum a également accueilli le Président du Sénat italien en tant que Président de l'Assemblée parlementaire de l'UpM, le Vice-président de la Banque Mondiale pour la région MENA, le Vice-président de la Banque Européenne d'investissement ainsi que d'autres représentants d'institutions clé qui opèrent dans la région euro-méditerranéenne.



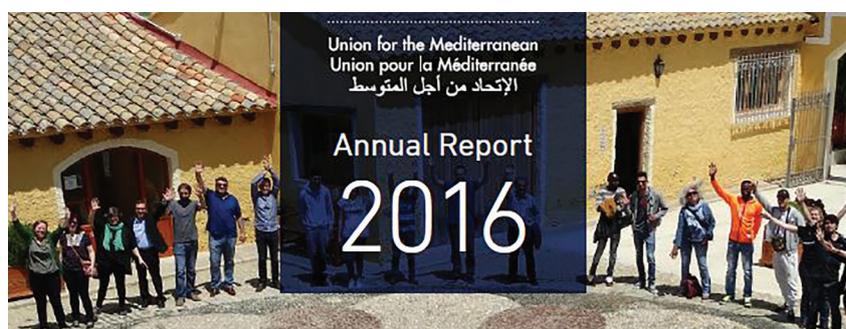
Ce Forum régional a vu aussi le lancement du projet "Génération Entrepreneur" lancé officiellement dans le cadre de l'initiative méditerranéenne pour l'emploi (Med4Jobs).

La Méditerranée en action : une nouvelle étape dans le renforcement de la coopération régionale

- L'UpM a consolidé une méthodologie orientée vers l'action et une ambition commune pour la région en créant des liens efficaces entre la dimension politique et sa traduction opérationnelle au travers du développement d'initiatives et de projets concrets sur le terrain.
- 10 nouveaux projets ont été labellisés en 2016. L'année s'est achevée donc sur un total de 47 projets à portée régionale représentant une valeur de 5,3 milliards d'euros. L'impact positif de la première vague de projets apparaît déjà de façon tangible avec plus de 200 000 bénéficiaires dans la région, principalement des femmes et des jeunes.

L'année 2016 a à nouveau démontré que la portée et l'ampleur des défis rencontrés dans la région euro-méditerranéenne en matière de sécurité, de migration, de chômage et de changement climatique nécessitent des réponses collectives, concertées et rapides. L'Union pour la Méditerranée (UpM) œuvre de manière proactive pour atteindre des niveaux d'intégration et de coopération renforcés dans la région au travers d'une méthodologie spécifique ayant engendré des résultats positifs en termes de dialogue politique et de mise en oeuvre d'initiatives à l'échelle régionale, dans lesquelles les jeunes jouent un rôle essentiel.

Grâce au leadership actif de la co-présidence de l'UpM, assurée par l'UE et la Jordanie, et à l'engagement des **États membres de l'UpM**, l'année 2016 a marqué un tournant décisif pour l'institution tant au niveau politique qu'opérationnel. **Le Rapport annuel 2016 de l'UpM met en évidence 10 nouveaux projets labellisés** au cours de l'année pour le **développement des PME, la création d'emplois, l'autonomisation des femmes, les énergies renouvelables et la dépollution, le développement des infrastructures et l'enseignement**. Ainsi, l'UpM a **développé au total 47 projets à portée régionale pour une valeur de 5,3 milliards d'euros**. L'impact positif de la première vague de projets apparaît déjà de façon tangible



avec **plus de 200 000 bénéficiaires dans la région**, principalement des femmes et des jeunes.

Les initiatives de l'UpM ont pour but de renforcer le développement humain (26 projets) et de promouvoir le développement durable (21 projets) en tant que facteurs principaux de stabilité et d'intégration dans la région. Le premier pilier de cette action comprend des initiatives en faveur de la création d'emplois, de l'entrepreneuriat et de l'égalité des genres, tels que **l'Initiative Méditerranéenne pour l'Emploi (Med4Jobs)**. **Plus de 50 000 femmes bénéficient des programmes d'autonomisation des femmes**. En termes de développement durable, l'UpM a lancé en 2016 des projets emblématiques tels que la dépollution du lac de Bizerte, dans le cadre de **l'Initiative Horizon 2020 de l'UE** pour une mer Méditerranée plus propre, et **le Cadre des énergies renouvelables privées – Région SEmed (SPREF)**, développé en coopération avec la **BERD** pour promouvoir la croissance

de marchés privés pour les énergies renouvelables en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie.

Les ministres des Affaires étrangères des États membres de l'UpM, en adoptant en janvier 2017 une nouvelle feuille de route pour l'action intitulée **« L'Union pour la Méditerranée : une organisation orientée vers l'action, poussée par un projet commun »**, ont confirmé leur engagement à travailler ensemble pour l'amélioration et l'approfondissement d'un agenda régional de coopération euro-méditerranéen.

Par ailleurs, trois **réunions ministérielles de l'UpM** se sont tenues l'an dernier, portant respectivement sur **la planification et la coopération régionales** (Jordanie, juin 2016), **l'emploi et le travail** (Jordanie, septembre 2016) et **l'énergie** (Italie, décembre 2016). Le Secrétariat général de l'UpM assure un suivi des décisions prises au niveau politique à travers des plateformes régionales et sectorielles de dialogue

politique, lui permettant ainsi de mener à bien les engagements ministériels et de mettre en œuvre les initiatives et les projets de manière concrète. Depuis 2012, ces plateformes ont impliqué plus de 200 000 acteurs de la région méditerranéenne, notamment des parlementaires et des représentants d'organisations internationales, des ONG, des organisations de la société civile, des institutions financières internationales, des agences de

développement, des acteurs du secteur privé, des universités ainsi que des groupes de réflexion.

Dans le cadre du **Programme de développement durable à l'horizon 2030** des Nations Unies, l'UpM a intensifié sa coopération avec l'ensemble des initiatives et organisations internationales, régionales et sous-régionales. L'UpM a également participé à **l'Assemblée générale des Nations Unies** (septembre 2016) – auprès de

laquelle elle a le statut d'observateur depuis décembre 2015 – ainsi qu'à la **Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP22)** tenue à Marrakech (novembre 2016).

La Suède et l'Union pour la Méditerranée signent un accord en faveur de l'intégration et de la coopération régionales en Méditerranée

- L'Agence suédoise de développement (ASDI) et le Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée (UpM) ont signé un accord financier pluriannuel de 6,5 millions d'euros visant à soutenir les principales activités de l'UpM en faveur d'un développement plus inclusif et durable dans la région.

En signe clair de soutien au renforcement de la coopération et de l'intégration régionales dans la région méditerranéenne, le **Secrétariat général de l'UpM** et l'**Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI)** ont signé un accord de financement pluriannuel de 6,5 millions d'euros pour approfondir et amplifier les initiatives spécifiques de coopération de l'UpM ainsi que ses principales activités liées à la promotion du dialogue régional. Le soutien de l'ASDI sera axé sur les pays du **Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA)**, dans le cadre plus large du mandat de l'UpM.

« L'Union pour la Méditerranée est une organisation orientée vers l'action conçue pour identifier et mettre en œuvre un agenda commun pour la région. Cet accord conclu avec l'ASDI représente une contribution significative aux activités de l'UpM et à l'ensemble des efforts régionaux entrepris pour atteindre les trois objectifs stratégiques que sont le

développement humain, la stabilité et l'intégration régionale. Il s'agit d'un bel exemple de partenariat exemplaire », a déclaré le **Secrétaire général de l'UpM, M. Fathallah Sijilmassi**.

« Le développement social et économique de la région est handicapé par le faible niveau d'intégration régionale et économique. L'objectif principal de notre accord avec le Secrétariat général de l'UpM est de renforcer l'intégration dans la région méditerranéenne en développant et en amplifiant le dialogue régional ainsi que les initiatives de coopération de l'UpM

dans des domaines particulièrement importants pour le partage des meilleures pratiques, la promotion des processus de dialogue et l'avancement de l'agenda régional », a déclaré **M. Anders Frankenberg, directeur de l'unité régionale de l'ASDI pour la région MENA**.

L'Agence suédoise de développement, qui soutient de nombreuses activités dans la région, a activement collaboré avec l'UpM et d'autres partenaires dans des projets liés à la gouvernance, au financement et au renforcement des capacités dans le secteur de l'eau.



Le directeur de l'unité régionale de l'ASDI pour la région MENA, M. Anders Frankenberg, et le Secrétaire général de l'UpM, M. Fathallah Sijilmassi, ont signé un accord de coopération au siège de l'UpM.

L'Alliance Mondiale pour les Technologies Propres et le Secrétariat général de l'UpM s'allient pour promouvoir le développement durable dans la région

- L'Alliance Mondiale pour les Technologies Propres et le Secrétariat général de l'UpM ont accepté de collaborer sur des activités conjointes afin de faciliter la transition de la région euro-méditerranéenne vers un développement durable et à faible émission de carbone.

Bertrand Piccard, président de la **fondation Solar Impulse**, et le Secrétaire général de l'UpM, Fathallah Sijilmassi, ont signé un **protocole d'accord entre leurs organisations**.

L'Alliance Mondiale pour les **Technologies Propres (World Alliance for Efficient Solutions - WAES)**, créée par la **fondation Solar Impulse (SIF)**, vise à promouvoir la cause des technologies propres et à offrir des solutions durables pour répondre aux défis de la société afin d'atteindre les objectifs de **l'agenda de l'action pour le climat**, tels que définis lors de la **COP21** à Paris.

La coopération entre l'UpM et l'Alliance permet d'enrichir le dialogue politique sur l'énergie et le changement climatique dans la région euro-méditerranéenne. Elle contribue en particulier aux trois **plateformes énergétiques de l'UpM**, notamment à celle portant sur **les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (plateforme EREE de l'UpM)**, dont l'objectif est de **promouvoir le déploiement de mesures en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique afin d'accéder à des services énergétiques** sûrs, abordables et fiables tout en soutenant la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à celui-ci dans la région.

Cette coopération offre également l'opportunité de mobiliser le secteur privé, notamment les entreprises proposant des solutions innovantes pour la transition énergétique, afin de soutenir un agenda ambitieux pour le

développement durable dans la région euro-méditerranéenne. Les membres de l'Alliance seront invités à prendre part au **Forum de l'UpM sur le secteur énergétique**, prévu pour le mois d'octobre 2017 en Égypte.

« Nous savons que les habitants, les entreprises et les autorités nationales et locales de la région méditerranéenne ont de nombreuses solutions à proposer pour une nouvelle économie plus propre. Nous souhaitons les aider à promouvoir leurs actions en établissant des connexions entre ceux qui cherchent et ceux qui offrent ces solutions », a déclaré M. **Bertrand Piccard**. « L'Alliance souhaite **présenter 1 000 solutions efficaces et bénéfiques pour l'environnement** lors de la **COP24** programmée à la fin de l'année 2018 afin de guider le monde sur le chemin de la durabilité. Je suis persuadé que la région méditerranéenne a de nombreuses idées à offrir, susceptibles d'aider d'autres personnes à travers le monde à œuvrer pour cet objectif commun », a-t-il ajouté.

Les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) ont été multipliées par 4 dans la région méditerranéenne au cours des 50

dernières années. La région a été identifiée comme étant l'une des principales zones sensibles au changement climatique, notamment en raison de la pénurie d'eau, de la concentration des activités économiques dans les zones côtières et de la dépendance à une agriculture sensible aux changements climatiques. En outre, la température moyenne de la région a déjà augmenté de 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle, une limite définie par **l'Accord de Paris**.

« L'action pour le climat représente une chance extraordinaire de mettre en œuvre des modèles de développement durable et inclusif dans la région méditerranéenne. Il est essentiel de saisir cette chance afin de rentabiliser les investissements, de stimuler le transfert de technologie, de créer des opportunités d'emploi pour nos jeunes, de promouvoir le rôle des femmes et de développer des modèles de production et de consommation à faibles émissions de carbone qui contribuent à favoriser l'intégration, le développement durable et la stabilité dans notre région », a déclaré **le Secrétaire général de l'UpM, M. Sijilmassi**.



M. Bertrand Piccard, président de la fondation Solar Impulse, et le Secrétaire général de l'UpM, M. Fathallah Sijilmassi, ont signé un protocole d'accord entre leurs organisations.

Le Secrétariat général de l'UpM œuvre pour favoriser la participation active de la société civile, des autorités locales et régionales, du secteur privé, des institutions financières ainsi que d'autres acteurs clés du processus

de coopération régionale pour le développement durable et l'intégration régionale. Cette volonté de placer la région euro-méditerranéenne en première ligne du mouvement de soutien au développement durable a également

été réaffirmée par **les ministres de l'UpM lors de la réunion ministérielle de l'UpM sur l'énergie**, tenue à Rome en décembre 2016.

L'autonomisation des femmes au cœur de la stratégie régionale de l'UpM

- Les projets et les initiatives du Secrétariat général de l'UpM spécialement consacrés à l'autonomisation des femmes et à l'égalité des genres bénéficient à plus de 50 000 femmes dans 20 pays euro-méditerranéens. En outre, une politique d'égalité des genres est assurée dans tous les projets de l'UpM.
- En garantissant aux femmes une participation à la vie publique et au marché du travail égale à celle des hommes, la région pourrait augmenter son PIB par habitant de 25 %.
- Les ministres des pays membres de l'UpM se réuniront cette année lors de la quatrième réunion ministérielle sur le « renforcement du rôle des femmes dans la société » afin d'adopter un nouvel agenda pour l'égalité des genres dans la région euro-méditerranéenne.

L'Union pour la Méditerranée se joint à la communauté internationale pour célébrer **la Journée Internationale des femmes** à travers la mise en œuvre de projets et d'initiatives dans le cadre de sa stratégie sur l'autonomisation des femmes.

Les femmes ne disposent toujours pas des mêmes droits ni des mêmes chances que les hommes dans la région. Dans les pays de l'UE, **si les femmes constituent plus de la moitié de la population universitaire** (53,5 %), **elles ne représentaient que 29 % des membres des parlements en 2016**. Ces pourcentages sont encore plus faibles dans les pays du sud de la Méditerranée où elles représentent 16 % des parlementaires et où seule 1 femme en âge de travailler sur 4 exerce un emploi. En Europe et dans le reste du monde, ce taux de participation s'élève à légèrement plus de 50 %. En coordination avec tous les États membres, le Secrétariat général de l'UpM continue à développer un agenda de coopération régionale et de dialogue permettant de faire progresser la participation des femmes dans la vie

publique, sociale et économique. Cet agenda comprend le développement de projets spécifiques ayant un impact particulier sur la situation des femmes. À titre d'exemple, 2017 verra la mise en œuvre d'un projet labellisé par l'UpM et promu par **l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI)**, visant à améliorer l'intégration économique des femmes en soutenant les entreprises et les investissements dirigés par des femmes en Algérie, en Égypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Palestine et en Tunisie.

Conformément à **l'Agenda 2030 pour le développement durable et à la**

Feuille de route de l'UpM approuvée par **les ministres des Affaires étrangères de l'UpM** le 23 janvier 2017, l'UpM souligne et soutient le rôle essentiel joué par les femmes et leur contribution décisive au développement humain, à la prospérité et à la stabilité dans la région méditerranéenne. L'UpM y contribue à plusieurs niveaux :

Plus de 25 projets bénéficiant plus de 200 000 bénéficiaires et ayant un impact régional sur le développement humain ont été officiellement lancés. **Les projets mettant spécifiquement l'accent sur l'égalité des genres bénéficient à plus de 50 000 femmes.**



Construire un agenda commun de politiques régionales grâce aux réunions ministérielles de l'UpM sur le « **renforcement du rôle des femmes dans la société** ». La tenue de la **quatrième réunion ministérielle** est prévue pour le second semestre 2017. Son but sera de définir un agenda régional commun sur l'égalité des genres pour les prochaines années.

Le Secrétariat général de l'UpM organise chaque année une **conférence de haut niveau sur l'autonomisation des femmes** afin d'identifier, en partenariat avec les principaux acteurs régionaux, des solutions spécifiques et stratégiques permettant de promouvoir la pleine participation des femmes dans la société.

Offrir une plateforme régionale pour la coopération et le dialogue entre les acteurs clés de la région euro-méditerranéenne en vue de renforcer la coopération, les partenariats et la complémentarité entre ces acteurs en recourant à une approche aux multiples parties prenantes.

Faire avancer l'agenda sur l'égalité des genres grâce à des partenariats avec les pays membres, les institutions financières internationales et les organisations multilatérales. Un **accord financier pluriannuel de 6,5 millions d'euros** a récemment été signé avec **l'Agence suédoise de développement (ASDI)** afin d'améliorer la coopération régionale dans la région

méditerranéenne. **L'autonomisation des femmes et l'égalité des genres sont la raison d'être de cet accord.**

« *Le renforcement des initiatives de coopération, à l'échelle régionale, dans le domaine de l'autonomisation des femmes est crucial pour faire progresser efficacement l'intégration, la stabilité et le développement humain dans notre région. Nous avons tous le devoir d'agir collectivement et efficacement* », a déclaré **Delphine Borione, Secrétaire générale adjointe aux Affaires civiles et sociales de l'UpM.**

Les ministres de l'UpM donnent un nouvel élan à la coopération régionale en matière de recherche et d'innovation dans la région méditerranéenne

- Les ministres de la Recherche des États membres de l'UpM se sont réunis à Malte afin de renforcer la coopération régionale euro-méditerranéenne dans les domaines de la recherche et de l'innovation.
- Les questions prioritaires abordées ont été le rôle de la recherche et de l'innovation pour faire face aux causes profondes de la migration, la promotion des emplois « bleus » et la croissance dans la région méditerranéenne, ainsi que le Partenariat pour la recherche et le développement dans la région méditerranéenne (PRIMA).

La **conférence ministérielle** sur le « **Renforcement de la coopération euro-méditerranéenne par la recherche et l'innovation** » s'est tenue le 4 mai 2017 à La Valette sous les auspices de la **présidence maltaise du Conseil de l'Union européenne**, avec le soutien de la **Commission européenne**. Cette réunion a eu lieu en la présence du Secrétaire Parlementaire pour la Recherche, l'Innovation, la Jeunesse et les Sports de Malte, Chris Agius, du Commissaire européen pour la Recherche, la Science et l'Innovation, Carlos Moedas, du Commissaire européen pour l'Environnement, les Affaires maritimes et la Pêche, Karmenu Vella, du Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée (UpM),

Fathallah Sijilmassi, ainsi que Son Altesse Royale la Princesse Sumaya bint El Hassan de Jordanie. Les ministres **ont souligné le rôle clé de la recherche et de l'innovation pour mieux répondre aux causes profondes de la migration**. Ils ont encouragé une approche coordonnée à l'échelle de la région pour accroître la mobilité des chercheurs et des étudiants et établir des plateformes communes pour la collecte et l'analyse de données, tout en exploitant au mieux les outils existants. Les ministres ont appelé à l'identification de solutions innovantes afin de créer davantage d'opportunités pour les jeunes et de contribuer ainsi à relever les défis actuels les plus urgents auxquels la région

méditerranéenne est confrontée. Ils ont salué plusieurs initiatives régionales emblématiques, à savoir :

Le « **Partenariat pour la recherche et le développement dans la région méditerranéenne – PRIMA** ». Cette nouvelle initiative intégrée contribuera à la mise en commun du savoir-faire et des ressources financières de l'Union européenne et des États membres participants en vue de rechercher des solutions innovantes pour l'approvisionnement et la gestion durable de l'eau, ainsi que pour la production alimentaire dans la région méditerranéenne. 19 pays de l'UpM y participent actuellement. Les ministres ont réaffirmé leur soutien au lancement



Les ministres ont appelé à l'identification de solutions innovantes afin de créer davantage d'opportunités pour les jeunes et de contribuer ainsi à relever les défis actuels les plus urgents auxquels la région méditerranéenne est confrontée

des premiers appels à propositions de cette Initiative PRIMA au début de l'année 2018, suite à l'adoption formelle de la décision par le Parlement européen et le Conseil de l'UE.

L'« **Initiative BLUEMED sur la recherche et l'innovation pour des emplois bleus et la croissance dans la région méditerranéenne** » et la participation d'autres pays de l'UpM à sa mise en œuvre, conformément à la **Déclaration ministérielle de l'UpM sur l'économie bleue**. L'Initiative BLUEMED offre une vision stratégique partagée afin d'œuvrer pour une mer Méditerranée saine, productive et résiliente qui soit mieux connue et valorisée. Elle est conçue de manière à exploiter pleinement le potentiel des secteurs marin et maritime en structurant une coopération transnationale destinée à

créer de nouveaux emplois « bleus » et à promouvoir et améliorer le bien-être social, la prospérité durable et le statut environnemental de la région et de ses alentours.

« *L'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation sont au cœur de la feuille de route de l'UpM, adoptée en janvier dernier par les ministres des Affaires étrangères* », a déclaré le **Secrétaire général de l'UpM, M. Sijilmassi**. « *Le partage des connaissances, la coopération scientifique et le transfert de technologie sont plus déterminants que jamais dans la consolidation du développement humain, la création d'emplois, la croissance inclusive et la stabilité dans notre région* », a-t-il ajouté.

Les ministres ont salué la participation du Secrétariat général de l'UpM à de prochaines initiatives et ont encouragé

la promotion de synergies et de complémentarités entre tous les pays et acteurs concernés. Les projets phares de l'UpM dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche comprennent notamment **l'Université euro-méditerranéenne de Fès**, nouveau centre régional contribuant à favoriser les échanges scientifiques, la coopération et la mobilité des étudiants, professeurs, chercheurs et entrepreneurs de la région.

La Déclaration ministérielle adoptée à La Valette s'appuie sur les nombreux engagements en matière de recherche et d'innovation approuvés lors des récentes **conférences ministérielles de l'UpM**, dont celles sur **l'emploi et le travail, sur l'environnement et le changement climatique, ainsi que sur l'eau et l'économie bleue**.

Cette Déclaration aborde également plusieurs des enjeux compris dans la **Déclaration de Tunis** signée le 31 mars 2017 par les **ministres en charge de la Recherche, de l'Innovation et de l'Enseignement supérieur du Dialogue 5+5**, qui ont adopté un nouveau programme de travail visant à renforcer leur coopération dans ces secteurs en 2017-2018.

Les ministres de l'UpM s'accordent sur un cadre structuré de coopération régionale renforcée dans le domaine du développement urbain durable dans la région euro-méditerranéenne

- Les ministres en charge du Logement, des Affaires municipales et du Développement urbain ont affirmé leur engagement à renforcer la coopération régionale et ont adopté l'agenda de l'UpM pour promouvoir un développement urbain durable dans la région
- La conférence ministérielle a donné lieu au lancement du « **Projet de rénovation urbaine d'Imbaba** » labellisé par l'UpM, qui aura un impact positif sur deux millions d'habitants

Réunis au Caire à l'occasion de la **deuxième conférence ministérielle de l'Union pour la Méditerranée (UpM) sur le développement urbain durable**, les ministres en charge du

Logement, des Affaires municipales et du Développement urbain des 43 États membres de l'UpM ont adopté un **agenda urbain UpM** visant à renforcer la coopération régionale pour

le développement urbain durable. Cet agenda permet d'apporter des réponses collectives aux défis urgents rencontrés dans les zones urbaines, ces dernières étant les moteurs essentiels

de la stabilité et de la prospérité dans la région méditerranéenne.

Lors de la **conférence ministérielle**, coprésidée par Mme Corina Crețu, Commissaire européenne à la politique régionale et M. Walid al-Masri, ministre des Affaires municipales du Royaume hachémite de Jordanie, organisée par M. Moustafa Madbouly, ministre du Logement, des Services publics et des Communautés urbaines de la République arabe d'Égypte, et en présence de M. Fathallah Sijilmassi, Secrétaire général de l'UpM, les ministres ont approuvé la déclaration finale et ont adopté **un agenda urbain UpM global et opérationnel pour la région euro-méditerranéenne**.

L'**agenda urbain de l'UpM** constitue une feuille de route pour l'action. Son objectif est de répondre aux divers enjeux dans la région au niveau local et régional par le biais d'une approche intégrée et globale assurant la durabilité et la résilience urbaine, et générant un impact socio-économique plus important sur le terrain afin d'améliorer la qualité de vie des communautés de la région méditerranéenne.

Les ministres de l'UpM ont convenu d'établir un cadre structuré pour les efforts de coopération de l'UpM dans les années à venir en créant une **plateforme régionale de l'UpM pour le développement urbain durable**, dont des plateformes et groupes de travail thématiques, ainsi qu'en organisant des réunions du comité de projets pour le développement urbain entre **l'UpM et les IFI (institutions financières internationales)**. Ce cadre débouchera sur un dialogue politique renforcé entre les États membres de l'UpM, les institutions financières, les organisations régionales et les acteurs du secteur public ou privé, et se traduira par des initiatives et projets concrets.

La conférence s'est conclue par le lancement officiel du « **Projet de rénovation urbaine d'Imbaba** » par S.E.

le ministre Moustafa Madbouly, projet labellisé par l'UpM et représentant une valeur de 100 millions d'euros. Pendant son discours, le ministre a souligné la valeur ajoutée du label UpM et l'impact socio-économique de ce projet intégré de rénovation urbaine dans l'une des zones les plus peuplées du Grand Caire, par l'amélioration des conditions de vie de deux millions d'habitants du gouvernorat de Gizeh.

Ce lancement a reflété également la qualité du travail préparatoire effectué par **l'Initiative pour le financement de projets urbains (UPFI)**. Depuis 2014, UPFI opère sous l'égide du Secrétariat général de l'UpM et est géré par **l'Agence française de développement (AFD) et la Banque européenne d'investissement (BEI)** avec le soutien financier de l'UE. L'UPFI soutient, au travers d'une aide à l'accès au financement, actuellement cinq projets urbains d'importance régionale labellisés par l'UpM, y compris le « **Projet de rénovation urbaine d'Imbaba** ».

La conférence ministérielle de l'UpM a également réuni des représentants de haut niveau de partenaires institutionnels et financiers essentiels, notamment du Programme des **Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)**, de la **Banque européenne d'investissement (BEI)**, de la **Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)**, de la **Banque mondiale** et de la **Banque africaine de développement (BAD)**.

Lors de cette conférence ministérielle et suite à la signature d'un accord de partenariat entre le Secrétariat général de l'UpM et **ONU-Habitat** en avril 2016, les deux organisations ont signé **une lettre d'intention visant à renforcer leur collaboration institutionnelle en appui à divers pays et villes, de manière efficace et coordonnée, pour faire de l'urbanisation maîtrisée une solution aux enjeux du développement durable**.

La conférence a également vu la présentation des résultats de l'étude ONU-Habitat menée pour le Secrétariat général de l'UpM afin d'établir un plan d'action permettant d'assurer la mise en œuvre efficace de l'agenda urbain de l'UpM et d'atteindre les objectifs de développement durable de l'ONU. Ces actions, qui concernent plus particulièrement l'objectif de développement durable numéro 11, « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables », sont menées par le biais de mesures, d'initiatives et de projets conjoints pour un développement urbain durable au niveau social et environnemental dans la région méditerranéenne.

Par ailleurs, un événement parallèle a été organisé par le Secrétariat général de l'UpM en coopération avec la Direction Générale de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne et ONU-Habitat, au cours duquel la Commission européenne et le Secrétariat de l'URBACT ont retracé



Les ministres en charge du Logement, des Affaires municipales et du Développement urbain ont affirmé leur engagement à renforcer la coopération régionale et ont adopté l'agenda de l'UpM.

l'historique du programme URBACT et ont mentionné son éventuelle reproductibilité dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Le programme URBACT permet aux villes de collaborer et de développer des solutions intégrées pour répondre aux défis urbains communs et assurer la mise en œuvre de projets urbains ayant un impact socio-économique positif sur le terrain.

Le ministre des Affaires municipales du Royaume hachémite de Jordanie, M. Walid al-Masri a déclaré :

« La deuxième conférence ministérielle de l'Union pour la Méditerranée (UpM) sur le développement urbain durable constitue une occasion exceptionnelle pour les pays méditerranéens d'améliorer et de développer la coopération au niveau régional et international. L'objectif est de parvenir à la sécurité et à la stabilité dans la région méditerranéenne par le biais d'un développement urbain durable renforcé et par la création de projets pour le développement des communautés locales, offrant des opportunités d'emploi aux jeunes leur permettant de participer efficacement au développement de leurs communautés locales ».

La Commissaire européenne à la politique régionale Mme Corina Crețu a souligné : « Tout comme l'UE, l'Union pour la Méditerranée a adopté une feuille de route urbaine concrète et je salue vivement cette démarche. J'espère que vous prendrez pour exemple l'expérience et les meilleures pratiques de l'agenda urbain de l'UE et que vous arriverez à établir des partenariats entre les villes. Ces dernières disposent d'une connaissance unique et font preuve d'un engagement politique dans les questions urbaines essentielles ; avec le soutien des acteurs locaux de la société civile et des entreprises, elles bénéficieront à des millions de personnes vivant dans la région méditerranéenne. »

Le ministre du Logement, des Services publics et des Communautés urbaines de la République arabe d'Égypte M. Moustafa Madbouly a également

souligné le fait que : « Le Programme de développement durable: Vision de l'Égypte 2030 marque un tournant décisif pour le développement inclusif. Le programme comprend dix piliers, dont un pilier pour le développement urbain. Ce pilier vise à assurer une gestion équilibrée du développement territorial des terres et des ressources afin d'améliorer la qualité de vie de la population. La stratégie nationale

du logement a été développée en ce sens, s'inscrivant dans le cadre du programme de développement urbain durable intégré. »

Le Secrétaire général de l'UpM, M. Sijilmassi, a pour sa part déclaré :

« La réunion d'aujourd'hui est une preuve de la volonté commune des 43 pays et des partenaires institutionnels de donner un nouvel élan à la coopération euro-méditerranéenne pour le développement urbain durable. Le Secrétariat général de l'UpM maintiendra sa contribution active pour s'assurer que les décisions politiques se traduiront par des actions et des projets régionaux concrets, permettant de mettre en œuvre l'agenda urbain de l'UpM et à atteindre les objectifs de développement durable. »

Avec l'adoption de cette déclaration ministérielle, le Secrétariat général de l'UpM a continué à contribuer activement à améliorer le développement urbain durable dans la région par le biais d'un dialogue régional et de la mise en œuvre de projets régionaux en phase avec les priorités de développement urbain durable visant à renforcer la coopération et l'intégration régionales.

Les ministres de l'UpM s'accordent sur un agenda renforcé de coopération sur l'eau en Méditerranée

- Les ministres en charge de l'eau des États membres de l'UpM ont souligné que la région méditerranéenne est particulièrement vulnérable à la pénurie d'eau, et que le changement climatique exacerbe la pression sur les ressources existantes dans la région.
- Ils ont convenu de développer un agenda pour l'eau afin d'aider les États membres de l'UpM à mettre en œuvre des politiques de gestion de l'eau durables et intégrées, contribuant à améliorer les conditions de vie des citoyens de la région, rappelant l'importance de l'Accord de Paris et réaffirmant leur attachement à l'agenda de développement durable à l'horizon 2030.
- Les ministres ont également appelé à une amélioration de l'accès aux financements afin de réduire l'impact négatif du changement climatique sur l'eau.

Rassemblés à La Valette (Malte) lors d'une réunion organisée par le gouvernement maltais, les ministres en charge de l'eau des

43 États membres de l'Union pour la Méditerranée (UpM) ont convenu de développer un agenda UpM pour l'eau afin de renforcer davantage

la coopération régionale dans le domaine de l'eau. Les ministres ont rappelé les caractéristiques uniques de la région méditerranéenne qui la



Rassemblés à Malte, les ministres en charge de l'eau des États membres de l'UpM ont convenu de développer un agenda UpM afin de renforcer davantage la coopération régionale dans le domaine de l'eau

rendent particulièrement vulnérable à la pénurie d'eau et au changement climatique. L'agenda pour l'eau de l'UpM devrait **aboutir à un cadre régional pour la politique de l'eau qui aura un impact positif substantiel et mesurable sur les moyens de subsistance durables dans la région**. Il contribuera également à atteindre **les objectifs de développement durable de l'ONU**, en particulier **l'objectif de développement durable numéro 6 portant sur l'eau**, ainsi qu'à lutter contre les effets néfastes du changement climatique dans la région.

La réunion était co-présidée par le commissaire de l'UE en charge de l'environnement, des affaires maritimes et de la pêche, Karmenu Vella, par le ministre jordanien de l'eau et de l'irrigation, Hazim El-Naser, et par le Secrétaire général adjoint de l'Union pour la Méditerranée en charge de l'eau et de l'environnement, Miguel García-Herraiz. Les ministres ont convenu que le nouveau cadre politique aidera les États membres de l'UpM à mettre pleinement en œuvre une gestion des ressources en eau durable et intégrée, favorisant ainsi l'intégration progressive, les synergies et la coordination entre le secteur de l'eau et les autres secteurs interdépendants.

L'agenda UpM pour l'eau sera élaboré par le **Groupe d'experts sur l'eau (GEE) de l'UpM** sous la direction de

la co-présidence de l'UpM et avec le soutien du Secrétariat général de l'UpM. Il inclura :

Un programme de travail afin de fournir une série de recommandations, de propositions et d'initiatives ayant pour but d'aider les membres de l'UpM à appliquer des approches de gestion des ressources en eau intégrées et à assurer une meilleure coordination avec d'autres secteurs dans la région de l'UpM.

Une stratégie financière afin de soutenir la mise en œuvre de l'agenda UpM pour l'eau, de promouvoir le déploiement progressif de ressources financières et de faciliter l'accès aux ressources financières existantes dans toute la région de l'UpM. Les ministres ont souligné que l'accès à l'eau potable et à l'assainissement est un droit humain fondamental essentiel pour le développement social et économique durable, jouant un rôle crucial pour la santé humaine. Ils ont souligné l'importance du soutien aux plans et projets intégrés dans les pays de l'UpM souffrant de la pénurie d'eau, qui, dans certains cas, est exacerbée par l'afflux de migrants et de réfugiés ainsi que par d'autres facteurs émergents.

Le commissaire de l'UE Karmenu Vella a déclaré : « La pénurie d'eau est un problème grandissant à travers la région méditerranéenne. Afin d'améliorer la situation, la coopération

entre les pays est essentielle. C'est pourquoi je suis heureux d'aider l'Union pour la Méditerranée à s'entendre sur cette Déclaration sur l'eau. Elle fournit une vision pour un programme de travail régional concernant la gestion intégrée des ressources en eau. Je suis convaincu qu'elle permettra d'améliorer l'accès à l'eau potable et à une utilisation durable et efficace des ressources en eau. »

Le ministre Hazim El-Naser a déclaré :

« L'eau devrait être considérée comme un secteur prioritaire par les bailleurs de fonds, étant donné les coûts élevés des services de développement de l'eau. Le transfert de technologies et de connaissances, l'innovation et les solutions régionales sont nécessaires pour améliorer l'efficacité hydrique. L'efficacité énergétique et les énergies renouvelables devraient rester des politiques majeures afin de réduire les coûts et de préserver l'environnement. Nous devrions promouvoir la coopération régionale pour développer des projets régionaux sur l'eau, afin d'utiliser des économies d'échelle, y compris le projet du canal de la mer Morte. Je suis impatient d'arriver aujourd'hui à un accord sur l'agenda UpM pour l'eau afin de renforcer davantage la coopération régionale dans le domaine de l'eau. »

Le Secrétaire général adjoint de l'UpM

Miguel García-Herraiz a déclaré : « L'adoption par les ministres de la Déclaration d'aujourd'hui démontre l'engagement des pays de l'UpM à travailler ensemble dans ce domaine vital afin de fournir à la population de toute la région un accès durable à une eau de qualité, ainsi que des opportunités d'emploi dans ce secteur. »

PORTRAIT

Entretien avec Islem Ben Ali, bénéficiaire du projet de l'UpM Réseau méditerranéen nouvelle chance (MedNC)

Le projet MedNC vise à promouvoir un réseau régional de centres d'orientation, de formation et d'insertion professionnelle accrédités pour la mise en œuvre d'un modèle pédagogique commun et innovant, en vue de renforcer l'employabilité des jeunes diplômés sans emploi ou ayant quitté le système scolaire sans diplôme.

Le Réseau méditerranéen nouvelle chance fait partie de l'initiative intersectorielle de l'UpM pour l'Emploi (Med4Jobs) et répond à l'objectif stratégique de promotion de l'employabilité des jeunes et de la croissance inclusive dans la région.

UpM : Comment avez-vous pris connaissance du projet "Réseau méditerranéen nouvelle chance" (MedNC) ?

Islem Ben Ali (I.B.) : J'ai pris connaissance de Méditerranée Nouvelle Chance à travers l'association Nouvelle Chance de Tunisie, qui fait partie de ce réseau. L'association Nouvelle Chance de Tunisie a mis en place un programme de remise à niveau en alternance d'un partenariat avec l'établissement dans lequel que j'ai fait mes études. Grâce à ce programme, Nouvelle Chance, j'ai pu améliorer mes compétences et aptitudes par rapport aux langues,

informatique, communication, développement personnel et entrepreneuriat aussi. Ce programme a duré cinq mois en alternance entre formation et stage et chaque apprenti a bénéficié d'un accompagnement et suivis personnel.

UpM : En quoi le projet vous a aidé pour améliorer vos compétences professionnelles ?

I.B. : Ce programme m'a permis d'enrichir mon CV, d'améliorer mes compétences interpersonnelles, la confiance en moi et certaines compétences techniques.

UpM : Quels sont les principaux défis pour les jeunes de la région Euro-Méditerranéenne ?

I.B. : Suite à ce programme, j'ai pu intégrer un Master professionnel en Qualité et Sécurité Environnementale, Master dont l'accès est difficile et sélectif à l'entrée. Nous étions 16 apprentis en gestion et informatique, trois ont pu intégrer le Master professionnel et neuf ont été employés. Il y a eu une bonne synergie et dynamique dans le groupe qui a permis des échanges de connaissances et d'expériences très fructueux. Nous avons construit entre nous un réseau qui nous est très utile.

AGENDA

- 5-6 juillet 2017** 7ème comité de pilotage du Réseau méditerranéen nouvelle chance (MedNC) labellisé par l'UpM et visite de la Fundació El Llindar. Barcelone, Espagne.
- 11 juillet 2017** Réunion de lancement du processus régional pour le 3ème Forum Mondial de l'Eau. Monaco
- 13 juillet 2017** Atelier sur le thème « Améliorer l'employabilité dans la région méditerranéenne : quel rôle pour les stages ? Enseignements et perspectives d'avenir du projet HOMERe labellisé par l'UpM ». Barcelone, Espagne.
- 18-19 juillet 2017** Réunion d'experts à Barcelone - Le rôle des femmes et des jeunes dans la promotion de la paix et la prévention de l'extrémisme violent dans la région euro-méditerranéenne. Barcelone, Espagne.
- 27 août 2017** Side Event de l'UpM lors de la Semaine mondiale de l'Eau du PNUD. Stockholm, Suède.
- 6-7 septembre 2017** Forum 2017 du Comité permanent des finances de la CCNUCC : mobiliser des fonds pour les infrastructures résilientes au changement climatique. Rabat, Maroc.
- 13 septembre 2017** Conférence MED de la BEI : stimuler les investissements dans la région méditerranéenne. Le Caire, Égypte.
- 18 septembre 2017** Conférence internationale sur les objectifs de développement durable (GUNI). Barcelone, Espagne.